

# JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, COMMERCE, INDUSTRIE

ANNONCES JUDICIAIRES, ADMINISTRATIVES & COMMERCIALES

## BULLETIN COMMERCIAL DE ROUBAIX ET TOURCOING

Ce journal paraît les Mercredi, Vendredi et Dimanche.

ABONNEMENT : Pour Roubaix, trois mois, 7 francs, 50  
; six mois, 14 ;  
; un an, 25 ;

Les lettres, réclamations et annonces doivent être adressées au rédacteur-gerant, bureau du Journal, Grande-Rue, 56.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

Toutes les communications relatives au Journal doivent être déposées avant midi le jour de la publication.

On s'abonne et l'on reçoit les annonces, à Paris chez MM. LAFFITE-BULLIER et Co, 20, rue de la Banque.

Le JOURNAL DE ROUBAIX est seul désigné pour la publication des annonces de MM. HAVAS LAFFITE BULLIER et Co pour les villes de Roubaix et Tourcoing.

Roubaix, 21 Mars 1867.

### BULLETIN.

Au mois d'août dernier, le gouvernement de Berlin a conclu des traités d'alliance offensive et défensive avec Bade et la Bavière. En vertu de ces conventions « secrètes » que le *Moniteur prussien* publie textuellement, les parties se garantissent l'intégrité de leurs territoires et s'engagent en cas de guerre à mettre toutes leurs forces militaires à la disposition les unes des autres. La Bavière et Bade s'obligent à remettre en cas de guerre, le commandement supérieur de leurs troupes au roi de Prusse. Voilà comment M. de Bismark mène de front les annexions à fortifier et les alliances à conclure.

Aucun démenti officiel n'a été donné au bruit d'après lequel on négocierait, à Paris et à la Haye la cession du Luxembourg à la France. Les avis restent partagés. Dire qu'il n'a été nullement question de ce projet, serait aller trop loin; il y a eu très-vraisemblablement des pourparlers, et cette affaire peut fort bien, ainsi que d'autres, être seulement ajournée.

Une correspondance anglaise assure que le cabinet de Saint-James aurait refusé positivement de se joindre à ceux de Paris et de Vienne pour conseiller à la Turquie de céder la Crète au roi des Hellènes, cette assertion demande confirmation; elle n'indique point en tous cas, que l'Angleterre se retranche dans un système de non-intervention complète.

Tout porte à croire, dit une lettre de Londres, que le bill de réforme du ministère ne passera pas: libéraux, radicaux et bon nombre de conservateurs le repoussent. Le cabinet a trois partis à prendre: 1° modifier le bill. Ceci n'est pas vraisemblable. Lord Derby ayant déclaré formellement vouloir se maintenir ou tomber avec le bill tel qu'il est présenté; 2° se retirer. Il y aurait là un aveu fatal d'impuissance et le parti libéral sortirait triomphant de la lutte. 3° faire appel aux

électeurs. Ce serait jouer le tout pour le tout. La position est, on le voit difficile.

Nous n'avons encore que des nouvelles incomplètes du résultat définitif des élections italiennes. La *Nazione* dit que sur 408 nominations connues, 257 sont favorables au gouvernement et 173 à l'opposition de diverses nuances. Il y a 38 douteux. Tout cela est hypothétique.

J. REBOUX.

### DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES

L'Agence Havas nous transmet les dépêches télégraphiques suivantes :

#### ALLEMAGNE.

Berlin, 19 mars.

Le Parlement du Nord a voté les articles 2 et 3 de la constitution concernant la législation fédérale et l'indigénat dans l'Allemagne du Nord.

L'amendement Schrader tendant à garantir les libertés fondamentales du peuple, et notamment la liberté de la presse et le droit de réunion a été rejeté.

M. Sherer a protesté, au nom de plusieurs millions de sujets prussiens catholiques, contre l'attitude hostile que plusieurs membres catholiques du Reichstag ont prise vis-à-vis du projet de constitution.

Munich, 20 mars.

Le traité avec la Prusse est suivi, dans la *Gazette de Bavière*, d'un article officieux dans lequel il est dit que la loyale exécution du traité aura lieu si le gouvernement bavarois agit avec résolution et par tous les moyens constitutionnels pour qu'une loi militaire repoussant à l'entente établie avec la Prusse, soit mise le plus promptement possible en vigueur. L'article se termine ainsi :

« Nous ne partageons pas la crainte que la publicité de ce traité puisse troubler les bons rapports de l'Allemagne avec l'étranger et notamment avec la France. Nous croyons même que cette publication, jugée comme une conséquence nécessaire du principe des nationalités si généralement accepté dans ce pays sera accueillie comme une preuve de l'union des gouvernements allemands et par suite comme une garantie de paix. »

Vienne, 19 mars.

Des journaux belges et français ont publié une prétendue dépêche de Vienne,

du 16 mars, d'après laquelle l'ambassadeur de Russie aurait demandé des explications sur les armements de l'Autriche. Cette nouvelle est déclarée ici, dans les cercles officiels, une pure invention. L'ambassadeur de Russie, comte de Stackelberg, est absent de Vienne, depuis plusieurs semaines, en vertu d'un congé qui lui a été accordé.

#### ÉTATS-UNIS.

New-York, 18 mars.

(Par le câble atlantique).

Des désordres ont eu lieu à l'occasion d'un conflit entre la police et les Irlandais. Il y a eu beaucoup de blessés.

New-York, 18 mars, soir.

(Par le câble atlantique).

La Chambre des représentants a adopté l'article additionnel au bill relatif à la reconstitution du Sud, dont une dépêche d'hier annonçait l'adoption par le Sénat.

New-York, 9 mars.

(Par le paquebot-poste français *Perote*). Le 40<sup>e</sup> Congrès a tenu sa première séance lundi dernier et s'est organisé promptement. Aucune mesure accentuée dans aucun sens ne s'est encore produite. Il a été question de la déposition du président. Des motions ont demandé l'ajournement.

Le steamer *Andalusia*, allant de New-York à Charleston, a brûlé en mer le 3 mars.

#### MEXIQUE.

New-York, 19 mars, midi.

(Par le câble atlantique).

Les nouvelles reçues de la Vera-Cruz, à la date du 5 mars, annoncent que les impérialistes ont repris *Fulancino* (?)

#### PRINCIPALITÉS DANUBIENNES.

Bucharest, 19 mars.

Hier, à la Chambre, le président, M. Catardji, ayant blâmé M. Bratiano, relativement à un emprunt négocié par lui, pendant qu'il était ministre des finances, cette conduite a été déclarée inconstitutionnelle, et M. Bratiano a été appuyé par la gauche et le centre. A la suite de cet incident, tous les membres de la droite ont quitté la salle avant le vote.

#### REVUE DES JOURNAUX.

Le *Moniteur Industriel*, dans un assez long article auquel nous croyons ne devoir rien retrancher, recherche la vraie cause du marasme et de la torpeur des affaires.

« Les affaires sont en général très-calmes, plus calmes qu'on ne s'y serait attendu la veille de l'Exposition. »

« Dans nos divers ports de mer, il ne se fait guère que des achats nécessités par les besoins impérieux de la consommation courante. La spéculation semble s'abstenir; on craint de se lancer dans des opérations de longue haleine, dans des expéditions à longs délais; les incertitudes de la politique arrêtent les plus audacieux et les plus entreprenants. »

« Les armements se ralentissent, et, quoiqu'il y ait un accroissement de sorties sur certains produits en comparaison de l'année dernière, on est bien loin de faire tout ce qu'on pourrait et tout ce qu'on voudrait faire; les craintes qu'inspire l'avenir arrêtent les affaires d'exportation, comme elles arrêtent les affaires d'importation et de consommation dont nous venons de parler. »

« En fabrique, dans nos départements les plus industriels, le Nord, le Pas-de-Calais, la Seine-Inférieure, le Haut-Rhin, les plaintes dominent. Il en est de même à Lyon et dans les diverses villes de fabrique du Midi: il y a partout un vague sentiment de torpeur indéfinissable qui fait qu'on ne se livre pas sans arrière-pensée au travail et à la production. »

« D'où vient ce marasme incompréhensible ? »

« Jamais l'argent n'a été aussi abondant, jamais il n'a été à aussi bas prix; jamais les institutions de Crédit n'ont possédé plus de ressources; avec les sommes considérables qui sommeillent dans les caves des Banques, on pourrait vivifier le pays tout entier. Mais non! l'argent ne veut pas sortir de ses cachettes: il chahute, il fait grève et boude même contre ses véritables intérêts. »

« Qu'a-t-il donc ? »

« Il y a, au dire des uns, les inquiétudes de la politique extérieure dont nous venons de parler. Au dire des autres, les inquiétudes de la politique intérieure... Et par ces derniers il ne faut pas entendre autre chose, incontestablement, que le projet de loi sur la réorganisation de l'armée. »

« La finance, le commerce, l'industrie, l'agriculture surtout ne voient pas sans alarme ce projet qui, devenu loi dans 20 jours peut-être, va demander à la France 1 million 200 mille de ses plus robustes enfants. »

« Dans quelles conditions économiques le pays va-t-il se trouver placé? Comment travailler et cultiver les champs? Comment faire marcher les métiers, les machines? Comment trouver des ouvriers, des tra-

vailleurs, des marins, si 1 million 200 mille hommes de 20 à 29 ans sont retenus sous les drapeaux ou enchaînés par les exigences du service militaire? Comment produire à bon marché? Comment produire même très-cher? Comment produire si les bras manquent? Comment enfin, parer au renchérissement exorbitant que va causer la rareté de la main-d'œuvre? Toutes ces considérations, et bien d'autres encore, préoccupent à bon droit tous ceux qui pensent, tous ceux qui travaillent, tous ceux qui ont des affaires que la loi va atteindre désormais, et qu'elle épargnait autrefois!... »

« Voilà qui est sans doute la cause, la vraie cause du marasme et la torpeur des affaires. »

« Tel est le fait. »

« Nos correspondants des départements sont unanimes à le constater. »

« A Paris, cependant le travail ne manque pas; on remue toujours beaucoup de terres, beaucoup de pierres; on démolit des maisons vieilles, voire même des maisons neuves, pour en construire de nouvelles; les entrepreneurs sont contents. »

« On dit aussi que la fabrication des meubles est très-active, on dit qu'il y a une recrudescence considérable d'ordres de l'étranger. Le faubourg Saint-Antoine travaille nuit et jour. On achète au Havre, à Bordeaux, à Londres même, tous les bois d'ébénisterie disponibles, et à livrer, à trois mois. »

« Mais pendant que le faubourg Saint-Antoine se livre aux travaux pacifiques, d'autres faubourgs, dit-on, forgent les pièces de fusils à aiguille. Il paraît même que cette dernière fabrication ne trouve plus assez d'ouvriers. »

« Il nous sera bien permis de dire que nous nous réjouissons des travaux du faubourg Saint-Antoine, et que nous pleurons sur les autres travaux des faubourgs... Ces autres travaux sont ceux de la guerre! »

Nous avons insisté au nom de la justice, pour qu'une indemnité fût donnée aux titulaires actuels des brevets d'imprimerie. C'est donc avec plaisir que nous avons lu dans le journal la *France* la note suivante :

« Une députation d'imprimeurs de Paris, composée de MM. J. Delalain, président de la chambre; Lahure, vice-président; Firmin Didot, Paul Dupont, Henri Plon, a été reçue dimanche par l'Empereur. MM. les imprimeurs ont appelé l'attention de Sa Majesté sur l'indemnité qui leur serait due pour la perte de leur brevet, propriété

### FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX.

DU 22 MARS 1867.

— 11 —

LES

## TROIS SAURAIN

— XII —

(Suite et fin. — Voir le JOURNAL DE ROUBAIX du 20 mars).

— Cent mille francs! exclama le rentier. Je n'en reviens pas, monsieur Grassin, je n'en reviens pas, vous comprenez... Ne craint-ce point une erreur, ou bien avez-vous encore écrit cela avec intention ?

— Avec intention, monsieur Journeux, répéta le notaire.

— Cher Saurain, c'est beau, c'est grand, qu'il a fait là; je m'en souviendrai, moi, je m'en souviendrai. Je ne le suppose pas capable d'une telle générosité. Ce contrat ne laisse rien à désirer, monsieur Grassin; je le signerai des deux mains, ajouta-t-il. Je vous fais mon compliment.

— Ce compliment s'adresse à M. Journeux, car c'est lui qui a fait l'acte, dit M. Grassin. Vous n'avez sans doute pas

remarqué que, sur le contrat, son nom se trouve à la place du mien.

— Ah! fit le rentier un peu surpris; je ne comprends pas...

— C'est pourtant bien simple. Ayant revendu l'étude de M. Saurain, je ne suis plus notaire.

— Ce que vous me dites-là est bien étonnant, monsieur Grassin; à qui donc avez-vous vendu ?

— La porte du salon s'ouvrait. « Vous allez le savoir, » répondit M. Grassin.

Alors on vit entrer M. Charles Saurain, et derrière lui, son neveu et Amédée. A la vue du jeune homme, le rentier faillit tomber à la renverse. Il alla droit au médecin.

« Votre frère? demanda-t-il. Nous l'attendons, pourquoi n'est-il pas encore arrivé ? »

— Soyez tranquille, monsieur Journeux, il viendra. Mais je ne vois pas Mlle Journeux.

— Je n'y comprends plus rien, » dit le rentier en regardant avec angoisse autour de lui. Il lui semblait que deux clochettes tintaient à ses oreilles.

Il y eut un court moment de silence plein de solennité, pendant lequel on entendit les cœurs battre dans les poitrines. Auguste, pâle, tremblant, attendait, le regard fixé sur la porte. Le médecin faisait cligner ses yeux. Amédée tourmentait sa jeune moustache. M. Grassin lorgnait le rentier d'un air railleur et le notaire prenait place dans le fauteuil qui lui était réservé.

Enfin, Emma parut, appuyée sur le bras de Marianne. Il se fit aussitôt un grand mouvement dans le salon. Sans qu'on put

savoir comment cela était arrivé, M. Charles Saurain, un bras sur l'épaule du rentier, se trouva à l'extrémité du salon, tandis que son neveu, la main droite de la jeune fille dans les siennes, se tenait près de la porte restée ouverte.

« Voyez, dit le médecin à M. Journeux, comme ils s'aiment, comme ils sont heureux ! »

— Est-ce un rêve? est-ce un rêve? murmura le vieillard, stupéfié.

— Le bonheur de ces deux enfants est votre ouvrage, reprit le médecin; ah! vous devez en être fier... L'amour est bien puissant; il a brisé tous les obstacles; vous vouliez que votre genre eût une position sérieuse, il se l'est donnée; mon neveu succède à son oncle; votre fille devait épouser un notaire du nom de Saurain. Mais celui-ci, moins ambitieux que l'autre, se contente d'une dot de cent mille francs. Cela vous enchante, vous ravis, n'est-ce pas? Allons! le contrat attend votre signature; venez... »

Comprenant, enfin, qu'il s'était laissé jouer comme un père de comédie, M. Journeux essaya de résister. Mais Emma et Auguste s'approchèrent.

« Mon père, dit la jeune fille, jetant ses bras au cou du vieillard, pourquoi hésitez-vous? N'est-ce pas mon bonheur que vous allez signer ? »

Le bonhomme regarda sa fille, soumise, suppliante, le jeune homme timide et tremblant devant lui, Amédée tortillant sa moustache, le médecin et M. Grassin sombres et sévères. Ce tableau, dans lequel, lui, M. Journeux, brillait au premier plan, sut l'ébranler. Un sourire d'orgueil satisfait effleura ses lèvres.

« Il succède donc à son oncle, ce garçon-là ? dit-il. »

— Je n'ai acheté l'étude que pour la lui céder, répondit M. Grassin.

— Et il n'exige que cent mille francs de dot ?

— C'est le chiffre du contrat, dit le notaire.

— C'est vrai, fit M. Journeux en s'avançant vers la table. Messieurs, reprit-il, je suis un bon père, j'aime ma fille, je veux qu'elle soit heureuse et... vous comprenez ?... »

Il prit la plume des mains du notaire et signa.

Le médecin laissa tomber sa tabatière, Auguste ébloui embrassa Emma, et Amédée, serrant le rentier dans ses bras, lui dit :

« Vous êtes un honnête homme, monsieur Journeux, nous vous avions mal jugé, je vous rends mon estime. »

De tous côtés, des mains empressées cherchaient celles de M. Journeux pour se donner l'accolade. Emma embrassait son père, Auguste son oncle. Amédée tout le monde. M. Jodelet présentait la plume et faisait signer. Mais un personnage important manquait à ce tableau; nous voulions parler de M. Auguste Saurain. Au milieu de l'attendrissement général, il tomba comme une bombe dans le salon. Les yeux enflés, à fleur de tête, les joues bouffonflées et marquées de tâches violettes, la perruque fourragée comme un champ de seigle après la grêle, soufflant à faire frémir, il arrivait à temps pour s'affaisser dans les bras protecteurs d'un large fauteuil. Il s'essuya le front poussa cinq oufs sonores et chercha à reconnaître les visages qui l'entouraient, en disant :

« Excusez-moi, je suis en retard de plus d'une heure, je dors stupidement depuis midi. Maudit sommeil! Enfin, me voici. Nous pouvons commencer, monsieur Grassin. »

— Mais monsieur Saurain, tout le monde a signé.

— Alors, il ne reste plus que moi.

— Votre signature n'est pas nécessaire, cependant... »

— Hein! fit le vieux garçon.

Et son regard s'arrêta sur son neveu qu'il n'avait pas encore aperçu.

« Toi ici, toi! s'écria-t-il. Que signifie ? »

— Eh! monsieur Saurain, dit Amédée, il fallait bien qu'il signât son contrat de mariage. »

L'ex-notaire fit entendre une sorte de grognement guttural, bondit comme une pièce mécanique et se trouva le nez sur le nez de son frère.

« Que se passe-t-il ici ? Parle ! » cria-t-il d'une voix étranglée.

Le médecin se redressa, majestueux comme un demi-dieu.

« Volontiers, » dit-il avec le plus grand calme.

Tout le monde se demandait avec anxiété comment cette scène allait finir, on s'attendait à voir éclater la foudre dans la personne du vieux garçon. M. Journeux, blanc comme un cadavre, tremblant la fièvre, regardait sous la table, avec l'intention de s'y cacher; seul, le manque de force l'en empêcha. Jamais silence ne fut plus éloquent, plus sombre, que celui qui précéda ces paroles :

« Notre neveu épouse Mlle Journeux, dit-il; le bonheur de ces deux enfants, jeunes, beaux et aimants est mon ouvrage, mon frère; je t'ai trompé, trahi peut-